

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 792

[2011/201301]

10 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les articles 2, 3^o, et 12/1, inséré par le décret du 6 octobre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu l'avis n^o 49.011/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Les activités aériennes visées à l'article 12/1 du même décret sont énumérées à l'annexe I/1."

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe I/1 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2009.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a la Gestion aéroportuaire dans ses attributions sont chargés conjointement de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe

Annexe 1/1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Activités aériennes

A compter du 1^{er} janvier 2012, tous les vols des exploitants d'aéronefs dont la Région est responsable, à l'arrivée ou au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne, seront couverts.

Pour l'application de la présente annexe, on entend par :

1^o "vol", un secteur de vol, c'est-à-dire un vol ou une série de vols qui débute et se termine sur un poste de stationnement pour aéronefs;

2^o "aéroport", un terrain ou un plan d'eau (bâtiments, installations et matériels y compris) destiné à être utilisé intégralement ou en partie pour l'arrivée, le départ et le roulage des aéronefs;

3^o "transporteur aérien commercial", un exploitant qui fournit au public, contre rémunération, des services réguliers ou non réguliers de transport aérien pour l'acheminement de passagers, de fret ou de courrier.

Aviation

<p>Vols au départ ou à l'arrivée d'un aéroport situé sur le territoire d'un Etat membre soumis aux dispositions du traité européen.</p> <p>Sont exclus de cette définition :</p> <p><i>a)</i> les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres, d'un pays autre que les Etats membres, lorsque cela est corroboré par une indication appropriée du statut dans le plan de vol;</p> <p><i>b)</i> les vols militaires effectués par les avions militaires et les vols effectués par les services des douanes et de la police;</p> <p><i>c)</i> les vols de recherche et de sauvetage, les vols de lutte contre le feu; les vols humanitaires et les vols médicaux d'urgence autorisés par l'autorité compétente;</p> <p><i>d)</i> les vols effectués exclusivement selon les règles de vol à vue telles que définies à l'annexe 2 de la convention de Chicago;</p> <p><i>e)</i> les vols se terminant à l'aéroport d'où l'aéronef avait décollé et au cours desquels aucun atterrissage intermédiaire n'a été effectué;</p> <p><i>f)</i> les vols d'entraînement effectués exclusivement aux fins d'obtention d'une licence, ou d'une qualification dans le cas du personnel navigant technique, lorsque cela est corroboré par une remarque adéquate sur le plan de vol, à condition que les vols ne servent pas au transport de passagers et/ou de marchandises, ni pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs;</p> <p><i>g)</i> les vols effectués exclusivement aux fins de travaux de recherche scientifique ou de contrôles, d'essais ou de certification d'aéronefs ou d'équipements qu'ils soient embarqués ou au sol;</p> <p><i>h)</i> les vols effectués par des aéronefs dont la masse maximale certifiée au décollage est inférieure à 5 700 kg;</p> <p><i>i)</i> les vols effectués dans le cadre d'obligations de service public imposées conformément au Règlement (CEE) n° 2408/92 aux liaisons au sein des régions ultrapériphériques spécifiées à l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou aux liaisons dont la capacité offerte ne dépasse pas 30 000 sièges par an; et</p> <p><i>j)</i> les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un transporteur aérien commercial effectuant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit moins de 243 vols par période pendant trois périodes consécutives de quatre mois, - soit des vols produisant des émissions totales inférieures à 10 000 tonnes par an. <p>Les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres d'un Etat membre ne peuvent pas être exclus en vertu du présent point.</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
--	---------------------------

La présente annexe contient la liste des types de vol exemptés du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, visé au chapitre II/1 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

1. Exemption au titre du point *a)*

1.1. Cette exemption doit être interprétée en fonction exclusivement de l'objet du vol.

1.2. La proche famille comprend exclusivement le conjoint, tout partenaire considéré comme l'équivalent du conjoint, les enfants et les parents.

1.3. Les ministres sont les membres du gouvernement figurant au journal officiel national du pays concerné. Les membres des gouvernements régionaux ou locaux d'un pays ne sont pas couverts par l'exemption prévue audit point.

1.4. On entend par "mission officielle" une mission dans laquelle la personne concernée agit à titre officiel.

1.5. Les vols pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs ne sont pas concernés par la présente exemption.

1.6. Les vols qui, selon le service central des redevances de route d'Eurocontrol, peuvent bénéficier de l'application de l'exemption des redevances de route (ci-après "code d'exemption SCRR") et être classifiés "S", sont présumés des vols exclusivement effectués aux fins du transport, en mission officielle, d'un monarque régnant et de sa proche famille, de chefs d'Etat, de chefs de gouvernements et de ministres, à condition que cette situation soit dûment établie par l'indication du statut dans le plan de vol.

2. Exemptions au titre du point *b)*

2.1. Vols militaires

2.1.1. On entend par "vols militaires" les vols directement liés à la conduite d'activités militaires.

2.1.2. Les vols militaires effectués par des aéronefs immatriculés en tant qu'aéronefs civils ne sont pas concernés par la présente exemption. De même, les vols civils effectués par des aéronefs militaires ne sont pas concernés par les exemptions prévues au point *b*).

2.1.3. Les vols portant le code d'exemption SCRR "M" ou "X" sont présumés être des vols militaires exemptés.

2.2. Vols effectués par les services des douanes et de la police

2.2.1. Les vols effectués par les services des douanes et de la police sont exemptés, qu'ils soient réalisés par des aéronefs immatriculés en tant qu'aéronefs civils ou en tant qu'aéronefs militaires.

2.2.2. Les vols portant le code d'exemption SCRR "P" sont présumés être des vols exemptés, effectués par les services des douanes et de la police.

3. Exemptions au titre du point *c*)

3.1. En ce qui concerne les catégories de vols visées ci-après, les vols pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs et les vols transportant exclusivement des équipements et du personnel directement liés à la fourniture de services aériens sont concernés par la présente exemption. De plus, ces exemptions ne font pas de distinction entre les vols financés par des ressources publiques et les vols financés par des ressources privées.

3.2. Vols de recherche et de sauvetage

3.2.1. On entend par "vols liés à la recherche et au sauvetage" les vols offrant des services de recherche et de sauvetage. On entend par "service de recherche et de sauvetage" l'exécution de tâches de surveillance, de communication, de coordination, de recherche et de sauvetage, ainsi que l'assistance médicale initiale ou l'évacuation médicale, au moyen de l'utilisation de ressources publiques et privées, y compris les aéronefs, navires et autres installations qui coopèrent aux opérations en question.

3.2.2. Les vols portant le code d'exemption SCRR "R" et les vols classifiés STS/SAR dans la case 18 du plan de vol sont présumés être des vols de recherche et de sauvetage exemptés.

3.3. Vols de lutte contre le feu

3.3.1. On entend par "vols de lutte contre le feu" les vols effectués exclusivement en vue d'exécuter des services aériens de lutte contre le feu, c'est-à-dire l'utilisation d'aéronefs ou d'autres ressources aériennes pour combattre les incendies.

3.3.2. Les vols classifiés STS/SAR dans la case 18 du plan de vol sont présumés être des vols de lutte contre le feu exemptés.

3.4. Vols humanitaires

3.4.1. On entend par "vols humanitaires" les vols effectués exclusivement à des fins humanitaires pour le transport du personnel et de biens humanitaires (aliments, vêtements, abris, médicaments et autres objets), pendant ou après une urgence et/ou une catastrophe, et/ou utilisés pour évacuer des personnes d'un lieu où leur vie ou leur santé est menacée par cette urgence et/ou cette catastrophe vers un lieu sûr situé dans le même État ou un autre État disposé à recevoir ces personnes.

3.4.2. Les vols portant le code d'exemption SCRR "H" et les vols classifiés STS/HUM dans la case 18 du plan de vol sont présumés être des vols humanitaires exemptés.

3.5. Vols médicaux d'urgence

3.5.1. On entend par "vols de services médicaux d'urgence" les vols effectués exclusivement pour faciliter l'assistance médicale d'urgence, lorsque l'acheminement immédiat et rapide de personnel médical, de fournitures médicales, y compris d'équipement, de sang, d'organes, de médicaments ou le transport des personnes malades ou blessées et des autres personnes directement impliquées se révèlent essentiels.

3.5.2. Les vols classifiés STS/MEDEVAC ou STS/HOSP dans la case 18 du plan de vol sont présumés être des vols médicaux d'urgence exemptés.

4. Exemption au titre du point *f*)

Les vols portant le code d'exemption SCRR "T" et les vols classifiés RMK/"vol d'entraînement" dans la case 18 du plan de vol sont présumés être des vols exemptés au titre du point *f*).

5. Exemptions au titre du point *g*)

5.1. En ce qui concerne les catégories de vols visées ci-après, les vols pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs ne sont pas concernés par la présente exemption.

5.2. Vols effectués exclusivement aux fins de travaux de recherche scientifique

Relèvent de cette catégorie les vols exemptés dont le but exclusif est de réaliser des travaux de recherche scientifique. Pour que l'exemption soit applicable, les travaux de recherche scientifique doivent s'effectuer partiellement ou intégralement en vol. Le transport de scientifiques ou d'équipement de recherche n'est pas suffisant en soi pour que le vol soit exempté.

5.3. Vols effectués exclusivement aux fins de contrôles, d'essais ou de certification d'aéronefs ou d'équipements, qu'ils soient embarqués ou au sol

Les vols portant le code d'exemption SCRR "N" et les vols classifiés STS/FLTCK dans la case 18 du plan de vol sont présumés être exemptés au titre du point *g*).

6. Exemptions au titre du point *i*) (vols effectués dans le cadre d'obligations de service public)

L'exemption des vols effectués dans le cadre d'obligations de service public (OSP) dans des régions ultrapériphériques doit être interprétée comme s'appliquant aux régions visées à l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et concerne uniquement les vols OSP au sein d'une région ultrapériphérique et les vols entre deux régions ultrapériphériques.

7. Exemptions au titre du point *j*) ("règle de minimis")

7.1. Tous les transporteurs aériens commerciaux doivent être titulaires d'un certificat de transporteur aérien (AOC) en vertu de l'annexe 6, partie I, de la Convention de Chicago. Les opérateurs qui ne sont pas titulaires d'un tel certificat ne sont pas considérés comme étant des "transporteurs aériens commerciaux".

7.2. Pour l'application de la règle de minimis, l'aspect commercial concerne l'exploitant et non les vols en question. Cela signifie notamment que les vols effectués par un opérateur commercial doivent être pris en compte pour décider si ledit opérateur se situe au-dessus ou au-dessous des seuils d'exemption, même si ces vols ne sont pas effectués contre rémunération.

7.3. Seuls les vols au départ et à l'arrivée d'un aéroport situé sur le territoire d'un Etat membre soumis aux dispositions du traité doivent être pris en compte pour décider si ledit exploitant d'aéronef se situe au-dessus ou au-dessous des seuils d'exemption de la règle de minimis. Les vols exemptés au titre des points *a*) à *j*) ne sont pas pris en compte aux mêmes fins.

7.4. Les vols effectués par un transporteur aérien commercial réalisant moins de 243 vols par période, pendant trois périodes consécutives de quatre mois, sont exemptés. Les périodes de quatre mois sont les suivantes : de janvier à avril; de mai à août; de septembre à décembre. C'est l'heure locale de départ du vol qui détermine quelle période de quatre mois doit être prise en compte pour décider si l'exploitant aérien se situe au-dessus ou au-dessous des seuils d'exemption de la règle de minimis.

7.5. Un transporteur aérien commercial réalisant 243 vols par période ou davantage est inclus dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes pour toute l'année civile au cours de laquelle il a atteint ou dépassé le seuil de 243 vols.

7.6. Un transporteur aérien commercial réalisant des vols dont le total annuel des émissions est égal ou supérieur à 10 000 tonnes par an est inclus dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes pour l'année civile au cours de laquelle il a atteint ou dépassé le seuil de 10 000 tonnes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre et déterminant les gaz à effet de serre spécifiés visés par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 10 février 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 792

[2011/201301]

10. JUNI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierte Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, insbesondere der Artikel 2 und 12/1, eingefügt durch das Dekret vom 6. Oktober 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase;

Aufgrund des am 5. Januar 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. n^o49.011/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 2006 November 10. zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

"Die in Artikel 12/1 desselben Dekrets erwähnten Luftverkehrstätigkeiten werden in der Anlage I/1 aufgelistet."

Art. 2 - In denselben Erlass wird eine Anlage I/1 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Dezember 2009 wirksam.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, werden gemeinsam mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Februar 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage

Anlage I/1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase

Luftverkehrstätigkeiten

Ab dem 1. Januar 2012 werden alle Flüge von Luftfahrzeugbetreibern, für die die Wallonische Region die Verwaltungsregion ist und die auf Flugplätzen enden oder von Flugplätzen abgehen, die sich in einem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats der Europäischen Union befinden, einbezogen.

Für die Anwendung der vorliegenden Anlage gelten folgende Definitionen:

1° "Flug": einen Flugabschnitt, d.h. einen Flug oder eine Reihe von Flügen, der oder die an einer Flugzeugabstellposition beginnt und an einer Flugzeugabstellposition endet;

2° "Flughafen": ein abgegrenztes Gebiet auf dem Land oder einem Gewässer einschließlich Gebäuden, Anlagen und Ausrüstung, das entweder ganz oder teilweise für die Ankunft, den Abflug und die Bewegungen von Luftfahrzeugen am Boden bestimmt ist;

3° "gewerblicher Luftverkehrsbetreiber": einen Betreiber, der gegen Entgelt Linien- oder Bedarfsflugverkehrsleistungen für die Öffentlichkeit erbringt, bei denen er Fluggäste, Fracht oder Post befördert.

Luftverkehr

<p>Flüge, die von einem Flugplatz abgehen oder auf einem Flugplatz enden, der sich in einem Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats befindet, auf das der Europäische Vertrag Anwendung findet.</p> <p>Nicht unter diese Tätigkeit fallen:</p> <p>a) Flüge, die ausschließlich zur Beförderung von in offizieller Mission befindlichen regierenden Monarchen und ihren unmittelbaren Familienangehörigen sowie Staatschefs, Regierungschefs und von zur Regierung gehörenden Ministern eines Nichtmitgliedstaats durchgeführt werden, soweit dies durch einen entsprechenden Statusindikator im Flugplan vermerkt ist;</p> <p>b) Militärflüge in Militärflugzeugen sowie Zoll- und Polizeiflüge;</p> <p>c) Flüge im Zusammenhang mit Such- und Rettungseinsätzen, Löschflüge, Flüge im humanitären Einsatz sowie Ambulanzflüge in medizinischen Notfällen, soweit eine Genehmigung der jeweils zuständigen Behörde vorliegt;</p> <p>d) Flüge, die ausschließlich nach Sichtflugregeln im Sinne des Anhangs 2 des Chicagoer Abkommens durchgeführt werden;</p> <p>e) Flüge, bei denen das Luftfahrzeug ohne Zwischenlandung wieder zum Ausgangsflugplatz zurückkehrt;</p> <p>f) Übungsflüge, die ausschließlich zum Erwerb eines Pilotenscheins oder einer Berechtigung für die Cockpit-Besatzung durchgeführt werden, sofern dies im Flugplan entsprechend vermerkt ist; diese Flüge dürfen nicht zur Beförderung von Fluggästen und/oder Fracht oder zur Positionierung oder Überführung von Luftfahrzeugen dienen;</p> <p>g) Flüge, die ausschließlich der wissenschaftlichen Forschung oder der Kontrolle, Erprobung oder Zulassung von Luftfahrzeugen oder Ausrüstung, unabhängig davon, ob es sich um Bord- oder Bodenausrüstung handelt, dienen;</p> <p>h) Flüge von Luftfahrzeugen mit einer höchstzulässigen Startmasse von weniger als 5 700 kg;</p> <p>i) Flüge im Rahmen von gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 2408/92 auf Routen innerhalb von Gebieten in äußerster Randlage im Sinne von Artikel 349 des Vertrags oder auf Routen mit einer angebotenen Kapazität von höchstens 30 000 Sitzplätzen pro Jahr; und</p> <p>j) Flüge, die abgesehen von diesem Buchstaben unter diese Tätigkeit fallen würden und von einem gewerblichen Luftverkehrsbetreiber entweder</p> <ul style="list-style-type: none"> - in weniger als 243 Flügen in drei aufeinander folgenden Viermonatszeiträumen oder - mit einer jährlichen Gesamtemission von weniger als 10 000 Tonnen durchgeführt werden. <p>Flüge, die ausschließlich zur Beförderung in Ausübung ihres Amtes von regierenden Monarchen und ihren unmittelbaren Familienangehörigen, sowie von Staatschefs, Regierungschefs und zur Regierung gehörenden Ministern eines Mitgliedstaats durchgeführt werden, können von den Vorschriften unter diesem Buchstaben nicht ausgenommen werden.</p>	<p>Kohlendioxid</p>
---	---------------------

Es wird in der vorliegenden Anlage aufgeführt, welcher Art Flüge vom System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für den Luftverkehr freigestellt werden, das in Kapitel II/1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen erwähnt ist.

1. Freistellung gemäß Buchstabe a)

1.1. Diese Freistellung wird im Sinne des ausschließlichen Zwecks des Flugs ausgelegt.

1.2. Unmittelbare Familienangehörige sind lediglich der Ehegatte oder die Ehegattin oder ein Partner oder eine Partnerin, der oder die als dem Ehegatten oder der Ehegattin gleichbedeutend anzusehen ist, die Kinder und die Eltern.

1.3. Zur Regierung gehörende Minister sind die im nationalen Amtsblatt des jeweiligen Landes aufgeführten Mitglieder der Regierung. Für Mitglieder regionaler oder örtlicher Regierungsgremien eines Landes gilt die Freistellung im Sinne dieses Buchstaben nicht.

1.4. Eine "offizielle Mission" ist eine Mission, in der die betreffende Person in offizieller Funktion handelt.

1.5. Für Flüge zur Positionierung oder Überführung von Luftfahrzeugen gilt die Freistellung im Sinne dieses Buchstaben nicht.

1.6. Flüge, für die das Central Route Charges Office (CRCO) von Eurocontrol die Anwendbarkeit der Freistellung von den Streckengebühren mit dem Code (nachstehend "CRCO-Freistellungscode" genannt) "S" feststellt, gelten als Flüge, die ausschließlich zur Beförderung von in offizieller Mission befindlichen regierenden Monarchen und ihren unmittelbaren Familienangehörigen sowie Staatschefs, Regierungschefs und von zur Regierung gehörenden Ministern durchgeführt werden, soweit dies durch einen entsprechenden Statusindikator im Flugplan vermerkt ist.

2. Freistellungen gemäß Buchstabe b)

2.1. Militärflüge

2.1.1. "Militärflüge" sind Flüge in unmittelbarem Zusammenhang mit militärischen Tätigkeiten.

2.1.2. Für Militärflüge, die mit Zivilluftfahrzeugen durchgeführt werden, gilt die Freistellung nicht. Auch Zivillflüge, die mit Militärluftfahrzeugen durchgeführt werden, werden nicht gemäß Buchstabe b) freigestellt.

2.1.3. Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "M" oder "X" gelten als freigestellte Militärflüge.

2.2. Zoll- und Polizeiflüge

2.2.1. Zoll- und Polizeiflüge, die mit Zivil- oder Militärluftfahrzeugen durchgeführt werden, werden freigestellt.

2.2.2. Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "P" gelten als freigestellte Zoll- oder Polizeiflüge.

3. Freistellungen gemäß Buchstabe c)

3.1. Bezüglich der nachstehend aufgeführten Flugkategorien werden Flüge zur Positionierung oder Überführung von Luftfahrzeugen in unmittelbarem Zusammenhang mit den genannten Dienstleistungen und Flüge, mit denen ausschließlich Ausrüstung und Personen in unmittelbarem Zusammenhang mit den genannten Dienstleistungen befördert werden, freigestellt. Bei dieser Freistellung wird nicht zwischen mit öffentlichen oder privaten Mitteln durchgeführten Flügen unterschieden.

3.2. Such- und Rettungsflüge

3.2.1. "Such- und Rettungsflüge" sind Flüge für Such- und Rettungsdienste. Unter "Such- und Rettungsdiensten" ist die Überwachung von Notensätzen, die Erfüllung von Kommunikations-, Koordinations- und Such- und Rettungsfunktionen, die erste medizinische Hilfeleistung und der Abtransport von Kranken oder Verletzten unter Einsatz öffentlicher und privater Mittel einschließlich der Zusammenarbeit zwischen Luftfahrzeugen, Schiffen und anderen Fahrzeugen und Einrichtungen zu verstehen.

3.2.2. Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "R" und Flüge, die mit STS/SAR in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen sind, gelten als freigestellte Such- und Rettungsflüge.

3.3. Löschflüge

3.3.1. "Löschflüge" sind Flüge, die ausschließlich zur Feuerbekämpfung aus der Luft durchgeführt werden, d.h. Einsatz von Luftfahrzeugen und anderen Lufteinsatzmitteln zur Bekämpfung von Großbränden.

3.3.2. Flüge, die mit STS/FFR in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen werden, gelten als freigestellte Löschflüge.

3.4. Flüge im humanitären Einsatz

3.4.1. "Flüge im humanitären Einsatz" bezeichnen Flüge, die ausschließlich für humanitäre Zwecke durchgeführt werden, d.h. Flüge, mit denen während eines Notstands und/oder einer Katastrophe oder danach Helfer und Hilfsgüter wie Nahrungsmittel, Bekleidung, Zelte, medizinische oder sonstige Güter befördert und/oder Personen aus einem Gebiet, in dem ihr Leben oder ihre Gesundheit durch den Notstand oder die Katastrophe gefährdet sind, in ein sicheres Gebiet in demselben Staat oder einem aufnahmewilligen anderen Staat evakuiert werden.

3.4.2. Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "H" und Flüge, die mit STS/HUM in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen sind, gelten als freigestellte Flüge im humanitären Einsatz.

3.5. Ambulanzflüge in medizinischen Notfällen

3.5.1. "Ambulanzflüge in medizinischen Notfällen" sind Flüge, die ausschließlich der medizinischen Nothilfe, bei der es auf die unverzügliche und rasche Beförderung ankommt, dienen, indem medizinisches Personal, medizinische Hilfsgüter einschließlich Instrumenten, Blutkonserven, Spenderorganen, Arzneimitteln, sowie Kranke oder Verletzte und andere unmittelbar Beteiligte befördert werden.

3.5.2. Flüge, die mit STS/MEDEVAC oder STS/HOSP in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen werden, gelten als freigestellte Ambulanzflüge in medizinischen Notfällen.

4. Freistellung gemäß Buchstabe f)

Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "T" und Flüge, die mit RMK/"Training flight" in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen werden, gelten als freigestellte Flüge gemäß Buchstabe f).

5. Freistellungen gemäß Buchstabe g)

5.1. Flüge zur Positionierung oder Überführung von Luftfahrzeugen, die in die nachstehend aufgeführten Flugkategorien fallen, werden nicht freigestellt.

5.2. Flüge, die ausschließlich der wissenschaftlichen Forschung dienen

Flüge, deren ausschließlicher Zweck die Durchführung wissenschaftlicher Forschung ist, werden freigestellt. Die Freistellung gilt nur, wenn die wissenschaftliche Forschung teilweise oder ganz während des Fluges durchgeführt wird. Die Beförderung von Wissenschaftlern oder wissenschaftlicher Ausrüstung reicht für die Freistellung eines Fluges nicht aus.

5.3. Flüge, die ausschließlich der Kontrolle, Erprobung oder Zulassung von Luftfahrzeugen oder Ausrüstung, unabhängig davon, ob es sich um Bord- oder Bodenausrüstung handelt, dienen

Flüge mit dem CRCO-Freistellungscode "N" und Flüge, die mit STS/FLTCK in Feld 18 des Flugplans ausgewiesen werden, gelten als freigestellte Flüge gemäß Buchstabe g).

6. Freistellung gemäß Buchstabe i) (Flüge im Rahmen von gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen)

Die Freistellung von Flügen im Rahmen von gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen innerhalb von Gebieten in äußerster Randlage wird dahingehend ausgelegt, dass sie für die in Artikel 349 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union aufgeführte Region gilt und ausschließlich Flüge im Rahmen von gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen innerhalb eines Gebiets in äußerster Randlage oder zwischen zwei Gebieten in äußerster Randlage betrifft.

7. Freistellung gemäß Buchstabe j) ("De minimis"-Regel)

7.1. Gemäß Anhang 6, Teil I des Abkommens von Chicago müssen alle gewerblichen Luftverkehrsbetreiber ein Luftverkehrsbetreiberzeugnis besitzen. Betreiber ohne solches Zeugnis gelten nicht als "gewerbliche Luftverkehrsbetreiber".

7.2. Für die Anwendung der "De minimis"-Regel ist das Merkmal des gewerblichen Betriebs an den Betreiber und nicht an die fraglichen Flüge geknüpft. Dies bedeutet insbesondere, dass die von einem gewerblichen Betreiber erbrachten Flugdienstleistungen bei der Entscheidung zu berücksichtigen sind, ob dieser Betreiber oberhalb oder unterhalb der Freigrenzen liegt, selbst wenn die Flugdienstleistungen unentgeltlich erbracht werden.

7.3. Bei der Entscheidung, ob der Luftverkehrsbetreiber oberhalb oder unterhalb der Freigrenzen der "De minimis"-Regel liegt, werden nur Flüge berücksichtigt, die an einem Flughafen im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats beginnen oder enden, für das der Vertrag gilt. Flüge, die gemäß den Buchstaben a) bis j) freigestellt sind, werden für diese Zwecke nicht berücksichtigt.

7.4. Flüge eines gewerblichen Luftverkehrsbetreibers, der in drei aufeinander folgenden Viermonatszeiträumen weniger als 243 Flüge durchführt, werden freigestellt. Die Viermonatszeiträume sind Januar bis April, Mai bis August, September bis Dezember. Welchem Viermonatszeitraum ein Flug bei der Entscheidung, ob der Luftverkehrsbetreiber oberhalb oder unterhalb der Freigrenzen der "De minimis"-Regel liegt, zuzuordnen ist, richtet sich nach der örtlichen Startzeit dieses Fluges.

7.5. Ein gewerblicher Betreiber, der in einem Viermonatszeitraum 243 oder mehr Flüge durchführt, wird im Gemeinschaftssystem für das gesamte Kalenderjahr berücksichtigt, in dem der Schwellenwert der 243 Flüge erreicht oder überschritten wird.

7.6. Ein gewerblicher Luftverkehrsbetreiber, der Flüge mit jährlichen Gesamtemissionen von 10 000 oder mehr Tonnen durchführt, wird im Gemeinschaftssystem für das Kalenderjahr berücksichtigt, in dem der Schwellenwert der 10 000 Tonnen erreicht oder überschritten wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2011 zur Aufstellung der Liste der spezifizierte Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten und zur Bestimmung der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten spezifizierten Treibhausgase als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 10. Februar 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 792

[2011/201301]

10 FEBRUARI 2011. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, artikelen 2, 3^o, en 12/1, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het advies nr. 49.011/4 van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 2006 november 10 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

"De luchtvaartactiviteiten bedoeld in artikel 12/1 van hetzelfde decreet worden opgesomd in bijlage I/1."

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage I/1 die bij dit besluit gevoegd wordt.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2009.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu en de Minister die voor het Luchthavenbeheer bevoegd is zijn samen belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage

Bijlage 1/1 bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

Luchtvaartactiviteiten

Vanaf 1 januari 2012 worden alle vluchten van de luchtvaartuigexploitanten gedekt die vertrekken van of aankomen op een luchtvaartterrein dat gelegen is op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie en waarvoor het Gewest verantwoordelijk is.

Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder :

1^o "vlucht": een vluchtsector, meer bepaald een vlucht of een reeks vluchten die begint en eindigt op de parkeerplaats van het luchtvaartuig;

2^o "luchthaventerrein": een gebied op het land of op het water (gebouwen, installaties en uitrusting inbegrepen) bestemd om geheel of gedeeltelijk gebruikt te worden voor de aankomst, het vertrek en de grondbeweging van de luchtvaartuigen;

3^o "commerciële luchtvervoersonderneming": een vliegtuigexploitant die voor het publiek tegen vergoeding regelde of niet-regelde luchtdiensten uitvoert voor het vervoer van passagiers, vracht of post.

Luchtvaart

<p>Vluchten vanaf of naar een luchthaven gelegen op het grondgebied van een lidstaat onderworpen aan de bepalingen van het Europese verdrag</p> <p>Deze bepaling geldt niet voor :</p> <p><i>a)</i> vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd voor het vervoer op een officiële dienstreis van een regerende vorst en zijn directe familie, staatshoofden, regeringsleiders en ministers van de regering van een ander land dan een lidstaat, als dat wordt bevestigd door een overeenkomstige statusindicator in het vluchtplan;</p> <p><i>b)</i> militaire vluchten die worden uitgevoerd door militaire luchtvaartuigen en douane- en politievluchten;</p> <p><i>c)</i> vluchten in verband met opsporing en redding, vluchten in het kader van brandbestrijding, humanitaire vluchten en medische noodvluchten waarvoor de bevoegde autoriteit toestemming heeft verleend;</p> <p><i>d)</i> vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd volgens zichtvliegvoorschriften als vermeld in bijlage 2 bij het Verdrag van Chicago;</p> <p><i>e)</i> vluchten die eindigen op het luchtvaartterrein vanwaar het luchtvaartuig is opgestegen en tijdens welke geen tussenlanding is gemaakt;</p> <p><i>f)</i> lesvluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel het behalen van een vliegbrevet of van een bevoegdverklaring in het geval van cockpitpersoneel, als dat wordt bevestigd door een overeenkomstige opmerking in het vluchtplan, met uitzondering van vluchten die dienen voor het vervoer van passagiers of lading en van veerdienstvluchten en positioneringvluchten;</p> <p><i>g)</i> vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel wetenschappelijk onderzoek of het controleren, testen of certificeren van luchtvaartuigen of van grond- of boordapparatuur;</p> <p><i>h)</i> vluchten die worden uitgevoerd door luchtvaartuigen met een gecertificeerde maximale startmassa van minder dan 5 700 kg;</p> <p><i>i)</i> vluchten, uitgevoerd in het kader van de openbare dienstverplichtingen die overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 2408/92 worden opgelegd op routes in de ultraperifere gebieden, zoals vermeld in artikel 349 van het verdrag, of op routes waar de aangeboden capaciteit niet meer dan 30 000 zitplaatsen per jaar bedraagt;</p> <p><i>j)</i> vluchten die zonder dit punt onder deze activiteit zouden vallen, uitgevoerd door commerciële luchtvervoersondernemingen die :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ofwel gedurende drie opeenvolgende periodes van vier maanden minder dan 243 vluchten per periode uitvoeren; - ofwel vluchten met een totale emissie van minder dan 10 000 ton per jaar uitvoeren. <p>Vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd voor het vervoer op een officiële dienstreis van een regerende vorst en zijn directe familie, staatshoofden, regeringsleiders en ministers van een regering van lidstaat, mogen krachtens dit punt niet worden uitgesloten.</p>	<p>Kooldioxide</p>
--	--------------------

Deze bijlage bevat de lijst van de types vlucht die vrijgesteld zijn van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten betreffende de luchtvaartactiviteiten, bedoeld in hoofdstuk II/1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal's Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

1. Vrijstelling overeenkomstig punt *a)*

1.1. Deze uitzondering zal worden geïnterpreteerd aan de hand van het uitsluitende doel van de vlucht.

1.2. Directe familie omvat alleen de echtgenoot of echtgenote, elke partner, gelijkgesteld aan de echtgenoot of echtgenote, de kinderen en de ouders.

1.3. Ministers zijn de leden van de regering, zoals ze zijn opgelijst in het officiële publicatieblad van het land in kwestie. De vrijstelling bedoeld onder genoemd punt geldt niet voor de leden van de gewestelijke of plaatselijke regeringen van een land.

1.4. Een "officiële dienstreis" is een reis waarbij de betrokken persoon zich gedraagt in een officiële hoedanigheid.

1.5. Positioneringvluchten of veerdienstvluchten van het luchtvaartuig vallen niet onder deze uitzondering.

1.6. Vluchten die volgens de Centrale Routeheffingen Dienst van Eurocontrol in aanmerking kunnen komen voor de toepassing van de vrijstelling van de routeheffingen (hierna CRCO-uitzonderingscode genoemd) en met "S" aangeduid kunnen worden, worden verondersteld vluchten te zijn die uitsluitend worden uitgevoerd voor het vervoer op een officiële dienstreis van een regerende vorst en zijn directe familie, staatshoofden, regeringsleiders en ministers waar dat wordt bevestigd door een overeenkomstige statusindicator in het vluchtplan

2. Vrijstellingen overeenkomstig punt *b*)

2.1. Militaire vluchten

2.1.1. "Militaire vluchten" zijn vluchten die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van militaire activiteiten.

2.1.2. Militaire vluchten uitgevoerd door burgerlijk geregistreerde luchtvaartuigen vallen niet onder deze uitzondering. Burgerlijke vluchten uitgevoerd door militaire luchtvaartuigen vallen ook niet onder de uitzonderingen bedoeld in *b*).

2.1.3. Vluchten met de CRCO-uitzonderingscode "M" of "X" worden geacht vrijgestelde militaire vluchten te zijn.

2.2. Vluchten uitgevoerd door de douane- en politiediensten

2.2.1. Douane- en politievluchten uitgevoerd door zowel burgerlijk geregistreerde als militaire luchtvaartuigen vormen een uitzondering.

2.2.2. Vluchten met een CRCO-uitzonderingscode "P" worden geacht vrijgestelde douane- en politievluchten te zijn.

3. Vrijstellingen overeenkomstig punt *c*)

3.1. In relatie tot de onderstaande categorieën van vluchten, vallen de positioneringvluchten of veerdienstvluchten van luchtvaartuigen en de vluchten die uitsluitend uitrusting en personeel dragen en rechtstreeks betrokken zijn in het verlenen van de gerelateerde diensten, onder deze uitzondering. Die uitzonderingen maken bovendien geen onderscheid tussen vluchten uitgevoerd door middel van publieke of private middelen.

3.2. Vluchten in verband met opsporing en redding

3.2.1. "Vluchten in verband met opsporing en redding" zijn vluchten die opsporings- en reddingsdiensten aanbieden. "Opsporings- en reddingsdienst" is de uitvoering van noodbewaking, communicatie, coördinatie en opsporing en reddingfuncties, eerste medische hulp of medische evacuatie door middel van het gebruik van publieke en private middelen, met inbegrip van samenwerkende luchtvaartuigen, vaartuigen en andere toestellen en installaties.

3.2.2. Vluchten met een CRCO-uitzonderingscode "R" en vluchten, geïdentificeerd met STS/SAR in veld 18 van het vluchtplan, worden geacht vrijgestelde opsporings- en reddingsvluchten te zijn.

3.3. Vluchten in het kader van brandbestrijding

3.3.1. "Vluchten in het kader van brandbestrijding" zijn vluchten uitgevoerd uitsluitend voor het verlenen van brandbestrijdingsdiensten vanuit de lucht, wat het gebruik van luchtvaartuigen en andere middelen vanuit de lucht voor het bestrijden van branden inhoudt.

3.3.2. Vluchten geïdentificeerd met STS/FFR in veld 18 van het vluchtplan worden geacht vrijgestelde vluchten in het kader van brandbestrijding te zijn.

3.4. Humanitaire vluchten

3.4.1. "Humanitaire vluchten" zijn vluchten uitgevoerd uitsluitend voor humanitaire doeleinden die hulppersoneel en hulpmiddelen, zoals voeding, kleding, beschutting, medische en andere middelen tijdens of na een noodgeval of ramp of die gebruikt worden om personen te evacueren van een plaats waar leven of gezondheid wordt bedreigd door een noodgeval of ramp naar een veilig toevluchtsoord in hetzelfde land of een ander land dat bereid is om die personen op te vangen.

3.4.2. Vluchten met een CRCO-uitzonderingscode "H" en vluchten, geïdentificeerd met STS/HUM in veld 18 van het vluchtplan, worden geacht vrijgestelde humanitaire vluchten te zijn.

3.5. Medische noodvluchten

3.5.1. "Medische noodvluchten" zijn vluchten met het uitsluitende doel het vergemakkelijken van medische noodhulp, als onmiddellijk en snel transport essentieel is, door het vervoeren van medisch personeel, medische hulpmiddelen, met inbegrip van uitrusting, bloed, organen, medicatie, of zieke of gewonde personen en andere direct betrokken personen.

3.5.2. Vluchten geïdentificeerd met STS/MEDEVAC of STS/HOSP in veld 18 van het vluchtplan worden geacht vrijgestelde medische noodvluchten te zijn.

4. Vrijstelling overeenkomstig punt *f*)

Vluchten met de CRCO-uitzonderingscode "T" en vluchten, geïdentificeerd met RMK/lesvlucht in veld 18 van het vluchtplan worden geacht vrijgesteld te zijn overeenkomstig punt *f*.

5. Vrijstellingen overeenkomstig punt *g*)

5.1. In verband met onderstaande categorieën van vluchten, vallen positioneringvluchten of veerdienstvluchten van luchtvaartuigen niet onder deze uitzondering.

5.2. Vluchten met als enig doel het uitvoeren van wetenschappelijk onderzoek

Vrijgestelde vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel wetenschappelijk onderzoek vallen onder deze categorie. Deze uitzondering is alleen van toepassing als het wetenschappelijk onderzoek geheel of gedeeltelijk uitgevoerd wordt tijdens de vlucht. Het vervoer van wetenschappers of onderzoeksmateriaal is op zichzelf niet voldoende om als uitzondering beschouwd te worden.

5.3. Vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel het controleren, testen of certificeren van luchtvaartuigen of van grond- of boordapparatuur

Vluchten met een CRCO-uitzonderingscode "N" en vluchten, geïdentificeerd met STS/FLTCK in veld 18 van het vluchtplan, worden geacht vrijgesteld te zijn overeenkomstig punt *g*).

6. Vrijstellingen overeenkomstig punt *i*) (vluchten uitgevoerd in het kader van de openbare dienstverplichtingen)

De vrijstelling van de vluchten uitgevoerd in het kader van openbare dienstverplichtingen (OSP) in ultraperifere gebieden moet geïnterpreteerd worden als toepasbaar op de gebieden bedoeld in artikel 349 van het EG-verdrag en betreft uitsluitend de vluchten voor openbare dienstverplichtingen binnen één ultraperifere gebied en vluchten tussen twee ultraperifere gebieden.

7. Vrijstellingen overeenkomstig punt j) ("de-minimis-regel")

7.1. Alle commerciële luchtvervoersondernemingen moeten een bewijs luchtvaartexploitant (AOC) in hun bezit hebben overeenkomstig deel I van bijlage 6 bij de Conventie van Chicago. Een vliegtuigexploitant zonder bewijs luchtvaartexploitant wordt niet beschouwd als zijnde een "commerciële luchtvervoersonderneming".

7.2. Voor de toepassing van de de-minimis-regel is de voorwaarde commercieel te zijn gekoppeld aan de vliegtuigexploitant en niet aan de vluchten in kwestie. Dat betekent in het bijzonder dat rekening wordt gehouden met de vluchten, uitgevoerd door een commerciële luchtvervoersonderneming om te beslissen of de vliegtuigexploitant boven of onder de uitzonderingsdrempels valt, zelfs als die vluchten niet tegen een vergoeding worden uitgevoerd.

7.3. Alleen vluchten die vertrekken van of aankomen in een luchtvaartterrein op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie, komen in aanmerking om te beslissen of de vliegtuigexploitant boven of onder de uitzonderingsdrempels van de de - minimis - regel valt. Vluchten die worden uitgesloten op basis van punt a) tot punt j) zullen niet in beschouwing genomen worden voor dezelfde doeleinden.

7.4. Vluchten uitgevoerd door een commerciële vliegtuigexploitant die minder dan 243 vluchten gedurende drie opeenvolgende periodes van vier maanden uitvoert zijn uitgesloten. De periodes van vier maanden zijn : januari tot en met april; mei tot en met augustus; september tot en met december. De lokale tijd van vertrek van de vlucht bepaalt in welke periode van vier maanden de vlucht in rekening wordt genomen om te beslissen of de vliegtuigexploitant boven of onder de uitzonderingsdrempels van de de-minimis-regel valt.

7.5. Een commerciële vliegtuigexploitant die 243 vluchten per periode of meer uitvoert, valt onder het toepassingsgebied van het emissiehandelssysteem voor het volledige kalenderjaar waarin de drempel van 243 vluchten bereikt of overschreden wordt.

7.6. Een commerciële vliegtuigexploitant die vluchten uitvoert met jaarlijkse emissies gelijk aan of hoger dan 10 000 ton per jaar, valt onder het toepassingsgebied van het Europese emissiehandelssysteem voor het kalenderjaar waarin de drempel van 10 000 ton bereikt of overschreden wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2011 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de installaties en activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten en tot bepaling van de gespecificeerde broeikasgassen bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 10 februari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 793

[2011/201302]

10 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 45;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 49.009/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'alinéa 3, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

"4^o l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas, autres que ceux délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 9 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto."

Art. 2. Dans l'article 46 du même arrêté, à l'alinéa 3, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

"4^o l'obligation de restituer dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile des quotas, autres que ceux délivrés en application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes, correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre spécifiés de l'établissement au cours de l'année civile écoulée telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 9 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto."

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre qui a la Gestion aéroportuaire dans ses attributions sont chargés conjointement de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 février 2011

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY